Vendredi 27 octobre 1978 – No 960

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Giscard ne veut plus des petits paysans

On savait Giscard cynique quand il parle des travailleurs, mais ce qu'on peut dire après son voyage dans « sa » région, c'est qu'il n'y va pas avec le dos de la cuillère en ce qui concerne les petits paysans. Jugez-en plutôt.

« J'entends ici et là affirmer que les pouvoirs publics sont décidés à promouvoir un type d'agriculture proche du modèle américain qui ne conserverait que quelques centaines de milliers d'agriculteurs ». (Et au passage, il n'a pas manqué de saluer *« l'action opiniâtre de dirigeants syndicaux éclairés »* qui l'aident dans sa tâche de promouvoir une *« agriculture compétitive »*). Mais si Giscard entend de telles affirmations, il n'y a pas à s'en étonner. Que promet-il donc, en effet, aux pays qui, toutes classes confondues, représentent 16 % des actifs du pays ? Avec le plan de développement, appelé aussi loi d'orientation agricole, il est prévu de faire disparaître des centaines de milliers de petits paysans non-rentables et qui iront grossir les rangs de ce que Barre appelle pudiquement *« les demandeurs d'emploi »* : voilà le sort que Giscard réserve aux petits paysans ! Voilà ce qu'il leur propose à eux qui luttent pour leur survie, et cela dans des conditions difficiles pour deux raisons essentiellement.

D'une part, l'élimination des petits paysans ne se fait pas aussi brutalement que dans l'industrie. Il n'y a pas de licenciements économiques. Il disparait, certes, en moyenne, une exploitation toutes les cinq minutes. Mais l'émiettement est progressif. Il se fait beaucoup par l'abandon de la culture par les jeunes, dû au manque de terres, accaparées par les gros manitous, et par le fait que les exploitations sont souvent trop petites pour espérer survivre.

En second lieu, les tenants de ce qu'il faut bien appeler le syndicalisme officiel (FNSEA, CNJA) prêtent main forte aux capitalistes de la terre et de la finance. Ce sont eux dont Giscard parle, ces « syndicalistes éclairés » qui ont accepté la taxe de coresponsabilité laitière qui vise à rendre responsables les petits paysans de la surproduction de lait.

Ce sont eux aussi qui acceptent ce plan, cette loi d'orientation décidée par Giscard et ses acolytes. Notre soutien à nous, militants communistes, ouvriers et employés, va aux travailleurs de la terre, aux petits paysans, aux ouvriers agricoles, aux moyens paysans endettés.

Nombreux sont ceux qui se rendent compte de la rapacité des capitalistes. Petit à petit, ils rompent avec le fatalisme, se posent des questions, nous posent des questions.

Notre place est avec eux comme la leur est avec nous contre le même gouvernement, la même politique, celle de Giscard et des monopoles.

Yves LEPIC

Contre le chômage et la vie chère

Les grévistes ont raison !

Manifestation contre les licenciements dans la navale.

SELON la propagande officielle, tout s'arrange : *« la hausse des prix se ralentit »*, *« l'économie se redresse »*. C'est qu'en effet, les profits sont en hausse (voir pages 3 et 5) et les prix libérés, les licenciements organisés, les subventions aux entreprises... tout cela est bon pour les patrons.

« Les grèves risquent de tout faire capoter » : voilà encore la propagande du gouvernement. Dénigrer les grèves, attaquer les grévistes et les isoler (voir page 4), embellir une situation qui, en fait, se dégrade constamment pour les travailleurs. Chômage, vie chère... autant de raisons de s'unir et de lutter. La hausse que veulent ralentir les patrons et leur gouvernement, c'est celle de la combativité des travailleurs !

Déferlement de grèves et de manifestations en Iran

LA situation évolue très vite en Iran. Désormais, la question de l'avenir du pays, après le départ du Shah, est à l'ordre du jour. Comme si celui-ci était disparu de la scène politique. Pourtant, il est toujours là et refuse encore de démissionner, déclarant que ce serait inutile. Face à toutes ces grèves qui déferlent sur le pays, le gouvernement promet des augmentations de salaires, parfois très importantes (il aurait l'intention d'annuler une partie du programme nucléaire pour subventionner ces augmentations) et il libère un millier de prisonniers politiques. Malgré cela, les manifestations se poursuivent.

Aux revendications salariales ont fait place des exigences pour la libération des prisonniers politiques. Ce sont un million de fonctionnaires qui ont ajouté cette exigence à la liste de leurs revendications. Quant aux 400 000 enseignants en grève, ils ont substitué leur revendication concernant les hausses de salaire pour axer leur lutte sur la libération des prisonniers politiques. Sur le campus, les étudiants exigent la libération de tous les prisonnier politiques. Ainsi, les grèves économiques du départ deviennent essentiellement politiques.

Il ne se passe pas de jours sans de nouvelles manifestations. Lundi, onze personnes ont été tuées par la police à Gorgan et à Qom. Mardi, à Gorgan, les manifestants ont essayé de mettre le feu à l'immeuble de la police secrète la Savak. A Khorramabad, dans l'ouest du pays, les étudiants ont attaqué les bureaux administratifs, jeté les camions militaires dans les ravins, attaquant tout ce qui représente le pouvoir, la police est intervenue : deux morts et des centaines de blessés. A Chiraz, un hélicoptère s'est écrasé sur la foule alors qu'il larguait des grenades lacrymogènes sur les manifestants. Là, il y eut quatre morts. *Suite page 3.*

Contre les expulsions et les brutalités policières

Manifestation Samedi 28 octobre

Esplanade de Metz

A l'appel du Comité de coordination Sonacotra

Un appel du Front populaire de libération de l'Erythrée page 8

La difficile construction de l'unité entre les agents et les professeurs page 5

A propos des accords sino-japonais

Pourquoi le Japon a signé ...

La ratification des accords.

TOUS les pays impérialistes occidentaux ont jugé avec un œil d'envie le développement des relations entre la Chine et le Japon, déjà objet de jalousie en matière d'économie. La Chine, avec ses 900 millions d'habitants, représente un marché immense dont ils espèrent tous devenir des partenaires.On ne connait pas encore le contenu exact des accords conclus entre la Chine et le Japon mais il est d'ores et déjà évident qu'ils seront très importants. Ces accords, liés au traité de paix, revêtent une grande signification tant au niveau économique que politique.

Le Japon, un pays de 113 000 000 habitants, est la troisième puissance économique mondiale, après les USA et l'URSS.

Il s'agit avant tout d'un pays industriel. Bien que très intensive et possédant une très forte productivité, l'agriculture n'arrive pas à couvrir les besoins du pays.

Par contre, l'industrie y est très développée. L'automobile constitue l'un des secteurs de pointe de cette industrie avec une production de 8,7 millions de véhicules en 1977 (suivant une progression de 61 % par rapport à 1970). C'est le premier exportateur mondial. Par ailleurs, le Japon domine également le marché mondial en ce qui concerne les appareils photos, les motos, les constructions navales (50 % de la production mondiale) et l'électronique.

Cette puissance est le résultat d'une croissance exceptionnelle jusqu'en 1973, si l'on compare aux autres pays capitalistes. 1973, c'est l'année de la hausse du prix du pétrole brut, conséquence de la volonté des pays producteurs de faire payer à un juste prix leurs ressources. Le Japon est concerné en plein puisqu'il exporte 91 % de son énergie. Pourtant, ce sera le premier pays à reprendre du poil de la bête et il fait figure d'expansion face à la recession occidentale. Dès 1975, le Japon connait un fort pourcentage de progression. Le chômage y est beaucoup moins élevé qu'ailleurs : 2 % officiellement en 1977 (5 % officiellement en France à la même époque). Par contre, l'inflation tourne toujours autour de 10 %.

Puissance industrielle, le Japon est également une puissance commerciale. Un chiffre pour illustrer ce fait : en 1977, la balance des marchandises (balance entre la valeur des exportations et celles des importations) a été bénéficiaire de 85,7 milliards de francs, dans le même temps, celle de la France a été déficitaire de 13,3 milliards de francs.

LA NÉCESSITÉ DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

Bref, en 1977 le Japon apparaissait comme un paradis pour les capitalistes. Toutefois, des ombres venaient déjà assombrir ce beau tableau d'expansion capitaliste. Ces ombres ce sont les difficultés issues de la crise capitaliste mondiale (notamment dans la réparation navale) mais ce sont aussi l'apparition de nouveaux concurrents asiatiques : Taïwan, la Corée du Sud, Hong Kong et Singapour. Taïwan et la Corée ont accru de 50 % leurs exportations en 1976, Hong Kong de 40 % et Singapour de 20 %. De plus, ce sont les mêmes produits qui sont exportés. Ainsi, on voit baisser considérablement la place du Japon sur le marché américain et en relation croitre celles des quatre autres pays. Par exemple, la place du Japon a chuté entre 1970 et 1976 de 24,1 % à 11,3 % pour les textiles alors que les quatres pays asiatiques accaparaient en 1976, 49,7 % de ce marché contre 24,5 % en 1970. Et ce phénomène se rencontre sur de nombreux secteurs.

Pour conserver son expansion, le Japon a besoin de nouveaux débouchés et les accords avec la Chine revêt donc une importance particulière.

Les Chinois le savent et savent également s'en servir. Economiquement tout d'abord en axant ces relations vers leurs besoins immédiats mais aussi politiquement. En effet, la conclusion de ces accords économiques vont de pair avec la signature du traité de paix et d'amitie sino-japonais.

POUR UNE PLUS GRANDE INDÉPENDANCE

Ce traité de paix comprend une clause antihégémonique, clause qui vise tout particulièrement les agissements du social-impérialisme. On peut rappeler à ce sujet toutes les pressions auxquelles a du faire face le Japon de la part de l'URSS ; par exemple les manœuvres militaires dans les îles Kouriles situées au Nord, à proximité du Japon. Ces îles font d'ailleurs partie intégrante du territoire japonais et les Soviétiques refusent toujours de les restituer. Ces manœuvres militaires dans la région constituent une menace contre le Japon qui ne possède pas d'armée. Ainsi, la signature de ce traité avec la Chine est de la part du Japon, un moyen de montrer qu'il n'est pas prêt à céder aux pression de l'URSS.

Enfin, il faut voir également que ce traité est le premier acte politique important que le gouvernement japonais décide indépendamment des USA. C'est aussi très important Le Japon a été occupé jusqu'en 1951 par les Américains et, depuis, il est resté très dépendant, tant économiquement (les USA sont le premier fournisseur et le premier client du Japon) que politiquement.

Pour signer ces accords économiques avec la Chine qui l'intéressaient tant d'un point de vue capitaliste, le Japon a été amené à signer le traité de paix et donc à se démarquer plus nettement des USA et à s'affirmer par rapport à l'URSS. Une belle réussite de la diplomatie chinoise.

Evelyne LE GUEN.

Locomotives japonaises. Le Japon est la troisième puissance mondiale

A propos du soutien de la Chine au Parti communiste de Thailande

«La Chine ne va pas changer ses principes» déclare Teng Siao-ping

APRES sa visite au Japon pour la ratification du traité de paix et d'amitié sino-japonais, le vice-premier ministre chinois, Teng Siao-ping doit se rendre en Thailande et en Malaisie. On se souvient que le premier ministre vietnamien, Pham Van Dong a lui-aussi fait une tournée dans ces pays. Pour s'attirer les bonnes grâces de leurs gouvernements et nuire à la Chine , il n'avait pas hésité à déclarer que le parti et le gouvernement vietnamiens cessaient leur aide aux communistesqui mènent la lutte armées en Thailande, en Malaisie et aux Philippines.

Dans son interview à des journalistes thailandais à Pékin (dont nous avons reproduit hier la partie concernant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea), Teng Siao-ping réaffirme la politique de soutien de la Chine aux véritables partis communistes tout en soulignant que cela ne doit pas nuire aux relations entre pays.

« La Chine ne va pas changer ses principes, a déclaré Teng Siao-ping. *Tout reste en l'état ainsi que nous l'avons dit à M. Kukrit Pramot, ancien premier ministre thailandais, et au premier ministre, le général Kriangsak. Les relations entre les deux partis communistes (chinois et thailandais) doivent continuer. C'est une question qui s'inscrit dans le mouvement communiste international. Pham Van Dong a soulevé ce problème pour enfoncer un coin entre nos deux pays. On voudrait savoir si Teng va dire la même chose en Thailande. Je peux vous affirmer que si la Chine parlait comme Pham Van Dong, la Chine serait fort détestable. Elle ne serait pas un vrai pays socialiste.*

J'espère que Pham Van Dong sait ce qu'il fait. Je crois que les paroles auront une certaines force d'attraction, c'est la raison pour laquelle nous devrons être prudents en ce domaine. Lorsque Kukrit et Kriangsak sont venus en Chine, nous sommes tombés d'accord sur le fait que ce problème existe, mais qu'il ne constitue pas un obstacle aux relations amicales. Soyons clairs à ce sujet : si nous voulons être amis, nous devons dire la vérité ». Soulignant que le Parti communiste thailandais est *« un problème interne à la Thailande »*, Teng Siao-ping a poursuivi : *« Evidemment la question des relations entre les deux partis communistes est un obstacle au développement plus poussé de nos relations, mais cela ne veut pas dire que nos relations ne se développeront pas. La Chine ne ment pas comme Pham Van Dong. Les hommes politiques de quelque nationalité qu'ils soient, ne devraient pas mentir »*.

Plus loin, Teng Siao-ping a souligne que la Chine n'avait aucune intention agressive contre aucun pays : *« Si la Chine ne respecte pas ce vœu, que les peuples du tiers monde et le peuple chinois s'associent pour renverser le gouvernement chinois »*.

Déferlement de grèves et de manifestations en Iran

(Suite de la page une)

A Hamadan, où il y avait eu des dizaines de morts samedi et dimanche, 120 000 personnes sont descendues dans les rues, mardi. A Téhéran, aussi, il y eut d'importantes manifestations qui se sont déroulées sans heurts. Le recteur de l'université avait demandé au gouvernement de ne pas envoyer l'armée contre les étudiants qui occupent le campus, criant des slogans anti-gouvernementaux, exigeant la libération de tous les prisonniers politiques et le retour de l'Ayatollah Komeiny, en exil à Paris.

DES CONCESSIONS CE N'EST PAS SUFFISANT

On est loin des manifestants politiques du début. En assassinant 6 000 personnes (bilan fourni par des autorités religieuses), depuis le début septembre, le Shah espérait écraser la révolte. Il n'a fait que la renforcer et la préciser dans ses objectifs.

Les grèves et manifestations ont engendré une véritable anarchie, tant au niveau économique que politique dans le pays. Déjà plusieurs « personnalités » qui ont collaboré des années durant avec le Shah, commencent à quitter le navire, découvrant maintenant que l'opposition a du bon...

L'isolement du Shah se concrétise dans son entourage même. Le gouvernement va de concession en concession. Après les augmentations de salaires, il libère 1 126 prisonniers politiques, les « derniers » déclare-t-il.

Mais cette libération intervenue ce mercredi concerne essentiellement les religieux ou les « cas bénins ». Il en reste encore de nombreux autres dans les geôles. Par ailleurs, la police continue son travail et les arrestations se poursuivent, l'armée continue à tirer sur la foule des manifestants.

Dès lors, les concessions du Shah font figure d'hypocrisie. Aucune confiance n'est accordée aux belles paroles du Shah. Le peuple iranien ne veut pas en rester là. « *Le Shah doit partir* » : un mot d'ordre qui fait l'unité de tous.

QUEL AVENIR ?

Quand cet objectif sera atteint, que se passera-t-il ? Quel avenir pour l'Iran ? Rumeurs, bruits se succèdent mais la question reste entière. Des dirigeants de l'opposition tentent de se réunir par tous les moyens afin d'aboutir à une solution. Plusieurs délégations sont actuellement à Paris pour rendre visite à l'Ayatollah Komeiny, symbole pour le peuple iranien de la lutte contre le pouvoir fasciste du Shah, symbole aussi de l'indépendance.

Evelyne LE GUEN.

Prix : + 0,6% en septembre

Un indice pas si faible que ça !

Le gouvernement est content : les prix n'auraient augmenté que de 0,6 % en septembre. Tout d'abord 0,6 % c'est un chiffre sous-estimant la hausse réelle des prix. On ne peut faire confiance, pour avoir une idée de la hausse des prix réelle, dans les critères retenus pour calculer cet indice.

C'est un chiffre indiquant une hausse des prix non négligeable. Les produits alimentaires ont subi en septembre une hausse plus importante que les autres. C'est en particulier le cas des produits à base de céréales (dont le pain) qui ont augmenté en deux mois de 6,8 %. Le prix de l'ensemble des produits alimentaires a augmenté ces quatre derniers mois de 4,2 %.

Sur un an, le gouvernement espère que la hausse ne dépassera pas 10 % ou à peine. C'est là une hausse forte et qui par exemple est le double de la hausse des prix en Allemagne de l'Ouest.

La hausse de 0,6 % constitue un succès de la libération des prix a dit Monory, ministre de l'Economie. Elle est le signe que les patrons ont été raisonnables. Soit. Mais ils l'ont été encore davantage en ce qui concerne les salaires. Monory lui-même et Ceyrac, patron du CNPF, estiment qu'ils ne devraient pas le rester longtemps et que d'ici quelques mois l'indice sera certainement plus fiévreux qu'en septembre. A cet égard, l'exemple de la libération du pain et des loyers est l'indice, c'est le cas de le dire, de ce que les prix les prochains mois pourrait connaitre une nouvelle flambée.

Vietnam-Cambodge

Les mensonges de «L'Humanité»

LA thèse d'un soulèvement populaire au Kampuchea démocratique, développée à grand renfort de publicité par Radio-Hanoï, rencontre peu d'échos dans la presse française. De nombreux journaux ont publié le démenti catégorique apporté par le vice-premier ministre kampuchean, Ieng Sary. Car les préparatifs intenses d'une nouvelle invasion vietnamienne contre le Kampuchea sont si évidents qu'ils ne peuvent être dissimulés. Pourtant, on trouve quand même un journal qui réussit le tour de force de cacher l'évidence. Il s'agit de *l'Humanité*.

Non content de publier les « informations » de Radio-Hanoï sur un « soulèvement populaire » au Kampuchea, *l'Humanité* a délibérément inversé la vérité sur le conflit Vietnam-Kampuchea.

Passant carrément sous silence les 500 000 hommes massés à la frontière, l'envoi massif d'armes soviétiques par un pont aérien, les chars et les soldats vietnamiens, capturés en territoire kampuchan, *l'Humanité* a osé écrire, à propos du Kampuchea : « *Les massacres de l'intérieur se sont prolongés à l'extérieur par les attaques contre le Vietnam* », « *Le Cambodge ne peut attaquer, bombarder le Vietnam que parce qu'il a une aide importante de l'extérieur (...)* ; « *A l'évidence, le Vietnam s'en tient à une attitude strictement défensive* ».

Un autre journaliste écrit : « *Nul doute que la guerre imposée par le Cambodge, la tension avec la Chine ne sont guère favorables à une politique intérieure de large ouverture, mais bien au contraire à l'adoption de mesures de sécurité* ».

Ainsi, non content de mentir effrontément sur l'agression du Vietnam contre le Kampuchea, *l'Humanité* attribue la répression qui sévit à l'intérieur (et qu'elle reconnait ici implicitement) à la tension avec la Chine. Niant la politique extérieure agressive du Vietnam, *l'Humanité* cherche aussi à minimiser la répression à l'intérieur du pays (*). Des articles idylliques se succèdent. Puis, quand la vérité devient trop criante et apparait dans les autres journaux, alors c'est l'insulte qui tient lieu d'argument. C'est ainsi que Pierre Juquin, dans un article intitulé « *M. Plioutch à l'heure du mensonge* », réussit le tour de passe-passe de répondre à un article du dissident soviétique sur la répression au Vietnam, sans mentionner une seule fois la situation concrète au Vietnam et sans réfuter une seule preuve avancée !

Claude LIRIA

(*) Voir à ce sujet notre article dans notre édition d'hier.

Israël-Egypte

Scepticisme

Décidement, l'accord de paix entre l'Egypte et Israël n'est pas prêt d'être signé.

Hier, Sadate déclarait que l'Egypte ne signerait pas un accord séparé qui passerait sous silence les droits nationaux du peuple palestinien. Aujourd'hui, c'est Begin qui se montre peu pressé. Sans doute qu'Israël espère faire revenir l'Egypte sur ses objections. Mais surtout, Begin semble décidé à revenir sur un certain nombre de points du traité : alors qu'Israël continue à s'engager à se retirer du Sinaï comme prévu, par contre le retrait de ses troupes de Cisjordanie est remis en question.

On est donc loin de l'enthousiasme qui avait succédé à la rencontre de Camp David. Le septicisme est de règle...

Visite d'industriels français en Afrique du Sud

L'argent n'a pas d'odeur

Une délégation d'une douzaine d'hommes d'affaires et d'industriels français est en visite en Afrique du Sud (Azanie) depuis le 18 octobre. Elle va explorer les moyens de développer les relations commerciales et économiques entre les deux pays. Au même moment, une délégation sud-africaine chargée de prospecter les investissements étrangers est en France. Le voyage est organisé en collaboration avec les chambres de commerce de Marseille, Lyon, Paris, Strasbourg, Rouen et Lille.

Si les capitalistes sont autant intéressés par l'Afrique du Sud, c'est que le taux de rentabilité des investissements y est l'un des plus importants du monde, en raison des salaires extrêmement bas, entre autres choses.

Entre janvier et mai 1978, les exportations sud-africaines en France ont été de 119 millions de rands (monnaie sud-africaine) contre 75 millions, en 1977, pour la même période. Les exportations françaises, elles, sont passées de 191,8 millions de rands pour 1978 contre 114 millions en 1977.

Le gouvernement français est donc en contradiction complète avec les recommandations de l'ONU condamnant les relations économiques avec les racistes sud-africains. En contradiction totale aussi avec les sentiments antiracistes du peuple français.

Manifestation antiraciste à Toulouse

Mardi 24, une manifestation antiraciste a eu lieu à Toulouse. Plus d'un millier de personnes ont défilé dans les rues de la ville pour protester contre les tortures racistes dont Ali Abdoul avait été victime. Une banderole réclamait l'inculpation des tortionnaires. De nombreux immigrés étaient présents à cette manifestation. Le mot d'ordre de « Français-immigrés, même combat » *était l'un des plus repris. Une telle manifestation est un fait très important. La mobilisation et la solidarité larges sont les seules solutions pour faire échec* au racisme. Un succès dans la riposte et ceci malgré la non-participation de forces comme le PCF, le PSU ou Lutte ouvrière.

Contre la division voulue par Ceyrac, s'unir à la base

Des déclarations d'un cynisme incroyable.

LA radio, la télévision, les journaux ont déchainé, ces derniers jours, une vaste campagne contre les grèves qui se déroulent actuellement dans ce qu'on appelle le secteur public.

Cette campagne a atteint un cynisme incroyable avec les déclarations de Ceyrac, le patron des patrons.

QUE DIT CEYRAC ?

« Je n'ai pas à juger des motifs de ces grèves, mais je me demande si les grévistes du secteur public, qui sont, en fait, des privilégiés de l'emploi, mesurent suffisamment le mal qu'ils peuvent causer aux salariés du secteur privé. Si leur action se poursuit, des entreprises seront contraintes à réduire leur activité ou même, parfois, à fermer leurs portes et mettront de nouveaux chômeurs sur le pavé ».

PLUSIEURS REFLEXIONS

1 600 000 chômeurs, des dizaines de dépôts de bilan par jour, des restrictions aux droits des chômeurs, une augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent, etc. Et Môssieur Ceyrac a le culot de dire que ce sont les travailleurs du secteur public qui sont responsables de cet état de fait. Ça, c'est le bouquet.

Il y a cinq ans déjà que la crise a atteint notre pays. Profitant de cette crise, les patrons des monopoles, l'Etat-patron restructurent à mort, exécutant les « canards boiteux » dans le textile, la navale, la sidérurgie. A chaque fois, des milliers de licenciements sont effectués.

Et dans ces cas-là, Môssieur Ceyrac se fout pas mal des ouvriers, ce sont les « impératifs de notre compétitivité » qui sont en jeu, parait-il.

Mais quand les intérêts des patrons sont en jeu, quand leur machine est bloquée par une grève, alors là, ils sont pleins de sollicitude envers « leurs » ouvriers.

Les cheminots, les postiers, les aiguilleurs du ciel, etc., deviennent des saboteurs, des salauds qui brisent notre « effort national ».

Alors vous, les postiers, les cheminots, vous avez bien compris, il ne faut plus faire grève, il faut être sage, travailler dur pour notre bon Môssieur Ceyrac, notre bon Môssieur Barre, pour les gentils ministres et directeurs.

Il faut accepter les mauvaises conditions de travail, le sous-effectif, l'auxiliariat, le vacatariat. Il faut accepter les bas salaires et tout le reste.

Mais de qui se moquent-ils ces cravatés, ces bourgeois, ces capitalistes pour qui 40 000 travailleurs crèvent à leur poste de travail par an. C'est pour ces messieurs que des dizaines de milliers d'autres ne connaissent pas la retraite, etc.

Et ils ont encore l'audace de rendre les travailleurs responsables de cette situation, de la crise. Nombreux sont encore les travailleurs qui, comme on dit, tombent dans le panneau. D'abord, les ouvriers des entreprises dites privées qui, souvent, font des réflexions à l'endroit des grévistes du secteur public. Mais cela peut aller plus loin, jusqu'à la participation à de véritables commandos antigrève comme durant celle de l'EDF. Mais cela est rare. Ensuite, les travailleurs du secteur public eux-mêmes qui, tels ces postiers de Pontoise, se sentent culpabilisés vis-à-vis des « usagers ».

S'UNIR CONTRE LE MEME ENNEMI

Ceyrac est le porte-parole de nos ennemis, les capitalistes. Chaque parole qu'il prononce est le reflet de ce que pensent les autres patrons. Il cherche à nous diviser à l'heure où nombre de travailleurs ressentent comme un besoin de s'unir tous ensemble et en même temps à la base et contre le plan Barre et la crise.

Il ne faut pas se laisser diviser. C'est pourquoi, il nous semble que chaque grève du secteur public, chaque grève importante doit être un moyen aussi d'alerter les autres travailleurs sur la réalité des conditions de vie et de travail du secteur public. Ceci afin de briser net toute tentative d'isolement de la part des patrons et du gouvernement.

Yves LEPIC

Les travailleurs des PTT en lutte.

Maire divise aussi

Un certain nombre de personnalités de la majorité ont emboité le pas aux déclarations de Ceyrac. Il y a même un de ces grands leaders qui va jusqu'à demander un référendum sur le droit de grève dans le secteur public. Cela ne nous surprend pas. Mais ce qui nous surprend c'est la déclaration de Maire au *Matin* du 23 octobre 1978.

Parlant du développement des luttes dans le secteur public, il dit : *« Actuellement, c'est vrai, la combativité est à un niveau élevé dans le secteur public. Il faut reconnaitre que la stabilité relative de l'emploi qui existe dans ce secteur rend moins difficile le développement de luttes d'une certaine dimension. »*

Où veut en venir Maire, insinuerait-il que quand on a un statut il est facile de faire grève ? Veut-il dire lui aussi qu'il s'agit de « privilégiés » de l'emploi et du même coup remettre en cause la légitimité de leur grève.

Chelles (Région parisienne)

Les résidents de la Logirep devant la justice

En grève depuis deux ans, quarante familles de la cité de transit de la Logirep à Chelles ont reçu, le 21 octobre, une lettre les assignant devant la justice. Elles sont convoquées devant le tribunal d'instance de Lagny, le 6 novembre.

La Logirep leur réclame :

- L'arriéré des loyers (9 000 F environ) ;
- Des dommages et intérêts (environ 3 000 F) ;
- 1 500 F de remboursement de frais supplémentaires occasionnés prétendument par la grève ;
- Les frais de justice.

En cas de non-paiement, les résidents sont menacés d'expulsion.

L'interview de Jacques Jurquet sur son voyage au Kampuchea (Cambodge) doit passer, sauf contre ordre encore possible, sur *France Inter* à l'émission *Magazine*, samedi 28 à 12 h 05

Courrier des lecteurs

A propos de la démocratie dans la CGT

Chers camarades,

J'ai discuté avec une militante syndicaliste, qui vient de se réabonner, sur l'article publié dans l'Humanité rouge *du 6 octobre intitulé :* « La démocratie dans la CGT, pourquoi faire ? ». *L'article cite les questions importantes posées par les syndiqués CGT, telle que :*

« ... La CGT a-t-elle raison de soutenir un programme de gouvernement ? ».

C'est une bonne chose que le journal donne les questions que posent les militants de base. Mais, dans la suite de l'article, au paragraphe « Récupérer le besoin de démocratie », *nous affirmons que la direction confédérale refuse de faire son autocritique, veut récupérer le besoin de démocratie, mais tout cela nous l'affirmons sans le démontrer.*

Par exemple, ne pourrions-nous pas prendre l'exemple précis d'une lettre publiée dans la Vie ouvrière, *donner la réponse de la CGT et, en même temps, notre point de vue.*

Nous avons pris l'exemple de cet article, mais nous trouvons que dans beaucoup d'autres articles encore, nous plaquons nos analyses sans les expliquer concrètement par des exemples.

Mais nous ne voulons pas finir cette lettre sans souligner la nette amélioration du journal qui devient de plus en plus accessible aux simples travailleurs.

Cette lettre est une excellente occasion de revenir sur la question des limites de la démocratie dans le débat de la CGT et le refus de la direction de présenter un bilan autocritique.

Tout d'abord, la tribune ouverte dans la *Vie ouvrière*, n'est pas un dialogue, questions-réponses, mais la simple succession des lettres certaines se répondent, bien sûr, mais la direction ne donne pas son point de vue. Donc, on est obligé de se référer aux déclarations annexes (comme celle de J.L. Moynot) ou aux textes préparatoires. Or tous réaffirment le même point de vue que l'orientation de la CGT a été bonne (sans aucune nuance sur une appréciation différente), qu'elle correspondait à ce qu'il fallait faire et qu'il faut continuer : « *Au lendemain des élections, le CCN* (Comité confédéral national) *reste profondément convaincu que le changement est possible, qu'il dépend de l'Union de la gauche... La CGT continue à lutter pour concrétiser cette perspective* ». (Rapport d'activité).

On pourrait supposer que le congrès aurait les moyens de supprimer ce genre de phrase par amendement, mais la réalité c'est que le contenu de tous les textes est soumis à cette orientation... Or, le congrès ne va pas rejeter les textes en bloc.

Par ailleurs, si la direction confédérale ne répond pas, certaines fédérations le font et elles montrent alors les difficultés à éluder le débat : un exemple qui peut faire sourire :

— Q : Mais alors pourquoi depuis le 1er décembre 1977, n'y a-t-il eu aucune grève nationale lancée contre les différents plans Barre-Giscard ?

R : Les idées se modifient. La conscience des problèmes nouveaux, les aspirations et les luttes qui s'y rattachent sont encore morcelées, parfois confuses et ne sont pas générales... Des possibilités nouvelles s'offrent donc à l'action de la classe ouvrière... ».

Quel travailleur peut se satisfaire d'une telle réponse qui tend à faire croire (comme Séguy l'a dit ouvertement) que c'est la faute des travailleurs s'ils ont attendu les élections sans se battre ?

Claire MASSON

Lycée technique Pocquelin de Saint-Germain-en-Laye

La difficile construction de l'unite entre les agents et les professeurs

CE que nous allons dire du lycée technique et du CET Pocquelin de St-Germain-en-Laye n'est ni le résultat d'une victoire ni les explications d'un échec, mais un moment de la lutte entamée par les agents de services et les professeurs. Quelles difficultés rencontrent-ils ? Quels sont les aspects positifs de la mobilisation ? Nous ne retiendrons qu'un point de mobilisation : celui de la cantine, car ce problème permet d'unir les professeurs, les agents et les élèves. Le problème de la cantine n'est pas un problème marginal, mais fait partie intégralement de toutes les revendications soulevées au moment de la rentrée scolaire.

La cuisine du lycée et du CET Pocquelin est équipée pour servir 750 repas par jour, mais elle en sert 1 050. Les serveuses ont des conditions de travail impossibles. Elles servent trois services en deux heures. En conséquence, les élèves arrivent en retard à leur cours. Cette situation est due au fait qu'un poste d'agent a été supprimé en 1976 et qu'une circulaire du rectorat interdit de remplacer des agents qui sont pas en congé pour plus d'un mois. A l'heure actuelle deux agents sont absents dont une en congé maternité.

La cantine est donc un problème aigu d'autant plus qu'un très forte majorité de lycéens et collégiens (CET) sont obligés de prendre leurs repas dans l'établissement, car le recrutement du lycée technique et du CET est tentaculaire. Des élèves ont jusqu'à une heure de transport, ils ne peuvent donc pas rentrer chez eux à midi. De plus l'établissement fonctionne en journée continue : 8 h 30, 18 h 30, avec une heure à midi.

LA MOBILISATION

Le 10 octobre, 22 personnes sur 45 syndiquées sont venues à l'appel de l'intersyndicale SNES/SGEN pour prendre position sur la grève proposée par les directions syndicales pour le 13 octobre. Ils décident une grève active sur place, sans participation aux manifestations, en se mobilisant sur la détérioration du pouvoir d'achat et celle des conditions de travail de *tout* le personnel et donc des agents de service.

Le 13 octobre, 33 professeurs sont présents, les agents de service ne sont pas en grève, mais viennent à l'assemblée générale de l'après-midi pour exposer leur situation : ils sont en nombre insuffisant, leurs services sont surchargés par l'augmentation des effectifs d'élèves.

PRESSIONS EXERCÉES PAR LE PROVISEUR SUR LES AGENTS

Une grève du zèle devait avoir lieu, pour mettre en évidence la situation impossible d'effectuer trois services en deux heures.

Cette grève du zèle devait être soutenue par les professeurs, par les élèves qui avaient organisé des pétitions auprès de leurs parents.

Mais cette grève n'a pas eu lieu. Pourquoi ?

Le proviseur a exercé toutes sortes de pression auprès des agents de service.

Tout d'abord en bon administrateur le proviseur a organisé le travail des agents en fonction des trois services du midi. Il leur a ordonné de se consacrer entièrement à la cantine et même de ne pas nettoyer les tables entre les services et d'executer les autres tâches comme le ménage, après, dans le cours de la journée.

Après cette nouvelle organisation, les élèves n'arrivent plus en retard, donc *« les professeurs ne sont plus concernés »* leurs cours commencent à l'heure. L'unité des professeurs et agents *« n'est plus possible »* il s'agit uniquement d'une préocupation des agents.

Le proviseur a semé la division. Il a joué sur le surcroit de travail des agents et sur le fait qu'ils servent les professeurs à table. Il a sûrement tenu un discours du type : *« Si les professeurs se servaient eux-mêmes, vous auriez moins de travail »*, en faisant porter la responsabilité sur les professeurs.

Une autre manœuvre du proviseur :

Les professeurs se plaignaient en assemblée générale des conditions de travail impossibles de *tout* le personnel (enseignants, agents). Le proviseur a détourné cette revendication juste en faisant croire aux agents de service que les professeurs se plaignaient du travail des agents.

La cuisine est équipée pour servir 750 repas, elle en fait 1 050, le cuisinier est obligé alors de faire deux ou trois cuissons dans la matinée, aussi le proviseur a tenté de montrer aux cuisiniers que le problème était le trop grand nombre d'élèves et non le manque de personnel et le manque de moyens.

Le proviseur a exercé un certain chantage, il a joué sur le désir des agent d'avoir un samedi sur deux et de ne pas avoir de cantine le samedi.

Comme on le voit le proviseur a su utiliser au maximum son autorité sur les agents de service et les contradictions entre professeurs et agents.

Pourtant la mobilisation des professeurs pour soutenir les agents de service est grande.

Mais est-ce que tout à été mis en place pour réaliser l'unité professeurs-agents ? L'obstacle en effet est de taille, il faut surmonter les contradictions entre professeurs et agents. Les professeurs sont considérés comme des chefs par les agents.

Les organisations syndicales des agents ont organisé avant le 13 octobre des actions, délégations au rectorat, qui ont toutes échouées.

Tout cela n'a pas aidé le mouvement.

Cependant, déjà à cette étape de lutte beaucoup de faits nouveaux ont eu lieu.

Le travail intersyndicale est souhaité par tout le monde, les agents et les personnels d'administration ont été officiellement invités à participer aux actions. Les revendications des agents sont aussi l'affaire des enseignants. De nombreux professeurs ont pris conscience des conditions de travail des agents. Des professeurs, alors qu'ils n'avaient pas cours le 13 octobre, sont venus au bahut faire grève sur place et se sont débrouillés pour faire garder leurs enfants.

Nathalie VILLOTIERS
après discussion avec une enseignante

Les paysans du Larzac et leurs moutons au ministère

Le mercredi 25 octobre, les paysans du Larzac, avec des moutons, ont occupé le ministère de l'Agriculture à Paris pour rappeler que leur lutte était toujours d'actualité.

Sept ans sont passés depuis que cent-trois paysans se sont organisés pour s'opposer au projet d'extension du camp militaire du Larzac.

Les raisons de leur détermination, ils les expriment simplement : garder le Larzac pour vivre, travailler et décider au pays.

Mais les luttes longues sont rares et tenir sans perspective immédiate pose toujours des problèmes. Pourtant avec, entre autres, le le soutien de la population locale, ils continuent de surmonter cette difficulté.

Il faut dire que leurs formes de lutte ne manquent pas d'originalité. Cela va du refus de trois pour cent d'impôts, du renvoi des livrets militaires, au rachat de 1 128 hectares de terrain menacés représentant 5 497 000 francs en parts de 1 000 francs sous forme de GFA (groupement foncier agricole) en passant par le labour des terres appartenant à l'armée décidé pour le 8 octobre dernier.

De son côté, le gouvernement est décidé à engager une nouvelle épreuve de force. Le 29 septembre 1978, le préfet de l'Aveyron a signé les arrêtés de cessibilité sur deux communes.

Ceci annonce la fin de la procédure administrative relative à l'extension du camp. Dans six mois au plus, peut-être demain, plusieurs dizaines de familles de paysans peuvent être expropriées puis expulsées.

Tous sont décidés à ne pas céder. Ils appellent à une journée nationale le samedi 28 octobre (voir les comités locaux Larzac, coordination des comités Larzac, rue de Glossope — 12100 Millau, comité Larzac, Paris, 14, rue de Nanteuil — 75015 — de 18 h à 20 h — Tél : 531-43-38). Sur Paris, le 28 octobre 1978, les points de rassemblements : Place de la République, Esplanade de la gare Montparnasse, Métro Barbès, Grands Magasins, bd Haussmann, puis regroupement vers 17 heures à Beaubourg.

Occupation du rectorat de Rennes

Mardi 24 octobre, les étudiants de l'UEREPS (Unité d'étude et de recherche en éducation physique et sportive) ont occupé de rectorat de Rennes et retenu le recteur vers 11 h 15, les étudiants en CREPS de Dinard (formation pour devenir également professeur en gymnastique) se sont joint au mouvement et ont occupé le standart et la conciergerie.

Cette occupation fait suite à l'occupation du 17 octobre du hall de la Jeunesse et des Sports.

Vers 12 heures les gardiens de la paix ont évacué les étudiants.

Les étudiants en éducation sportive sont déterminés à poursuivre ce genre d'action jusqu'au moment où Soisson reviendra sur son plan. Ce plan voue une bonne partie des étudiants au chômage.

Des profits en hausse

Le *Figaro* du 25 octobre publie sous le titre « instantanés » quelques chiffres concernant l'évolution des chiffres d'affaires, les bénéfices et les ventes de quelques entreprises.

Pour CII-Honeywell-Bull (informatique), le bénéfice net calculé par rapport au chiffre d'affaires augmente de 30 % par rapport à l'an dernier.

Le groupe *Luchaire* a son chiffre d'affaires en augmentation de 28 % pour les neufs premiers mois de l'année. Au cours des six derniers mois, le groupe a augmenté ses bénéfices de six millions de francs par rapport au semestre précédant.

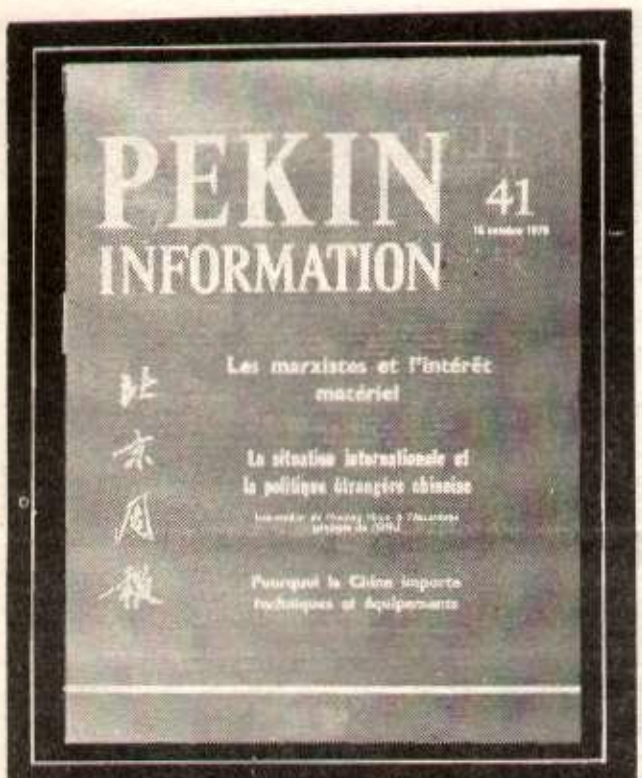
Autres chiffres pour les six premiers mois de 1978, le chiffre d'affaires de CIT-Alcatel (télécommunications), progresse de 10,6 % par rapport au premier trimestre 1977.

Chez Bis (travail temporaire), le chiffre d'affaires pour le premier semestre 1978 est en progression de 33 % par rapport au premier semestre 1977. Il est à noter que cette augmentation est pour une partie le résultat de l'absorption de nouvelles filiales : Pigier, le groupe américain Wells Management Corporation, TMG, etc.

Casino (grands magasins) enregistre une hausse de son chiffre d'affaires de 14,85 % par rapport aux neufs premiers mois de 1977.

Burroughs (informatique) réalise un bénéfice en augmentation de 17 % par rapport aux neufs premiers mois de l'an dernier.

La crise économique existe bien mais n'empêche pas les capitalistes de faire des profits croissants, pendant que les travailleurs, eux, connaissent l'austérité. Accumulation des richesses d'un côté, appauvrissement de l'autre, telle est la loi capitaliste.



Dans le numéro de Pékin-information, on trouve à côté de rubriques faites de petits articles vivants ou de nouvelles brèves, « Le billet de l'amitié », « A travers le monde », « Culture et science », un article consacré à la lutte du peuple kampuchéan et les trois importants articles signalés sur la couverture.

C'est aujourd'hui de l'intervention de Houang-Houa à l'Assemblée générale de l'ONU que nous dirons quelques mots : il y analyse les changements survenus depuis la 32e session dans le monde, les succès remportés par les luttes des peuples pour leur indépendance nationale, la lutte des pays du tiers monde pour un nouvel ordre économique, la situation au Moyen-Orient, en Afrique australe, le problème coréen. Cette intervention qui embrasse ainsi l'ensemble de la situation internationale accorde une place toute particulière à la question d'un « *vrai désarmemement* » et à une autre question d'importance « *Comment retarder la guerre* ». Voici quelques extraits de cette déclaration :

« Au fur et à mesure que s'intensifie la rivalité entre les deux superpuissances et que se déploie le dispositif stratégique planétaire du social-impérialisme, les guerres locales se font plus nombreuses et le danger de guerre mondiale augmente. Retarder l'arrivée de la guerre mondiale et maintenir la paix internationale, cela représente à l'heure actuelle une tâche importante pour les peuples des différents pays... Pour réaliser et sauvegarder la paix mondiale et retarder l'arrivée de la guerre, il faut suivre une juste voie. Les moyens que nous préconisons sont les suivants : tout d'abord, il est nécessaire d'indiquer clairement aux peuples le danger accru de la guerre, pour qu'ils redoublent de vigilance et se tiennent prêts à résister à l'agresseur. Ensuite, il faut intensifier puissamment la lutte contre les fauteurs de guerre, déjouer chacun de leurs actes d'agression et d'expansion et bouleverser à temps leurs dispositifs de guerre. En troisième lieu, il faut continuer à combattre la politique d'apaisement qui consiste à faire des compromis et à accorder des concessions à l'agresseur, car cette politique néfaste ne peut que nourrir le mal et augmenter le danger de guerre. La Chine a toujours agi conformément à ces trois principes et elle continuera à agir dans le même sens. »

Presse

Les colères de Leroy-Marchais

BIENTOT on parlera plus dans les colonnes de l'*Humanité* d'hommes comme Pfister, journaliste au *Monde* ou Duhamel, journaliste à Europe 1, que d'hommes comme Marchais et Brejnev.

Il ne se passe pas une interview, une conférence de presse ou un débat télévisé sans que Marchais, Leroy ou autres se lancent dans des virulentes attaques personnelles souvent à grands coups d'épithètes grossières, contre le journaliste de service.

Marchais a même consacré une large place à la presse des autres dans son éditorial de lancement de l'*Humanité* nouvelle formule, mardi. Et l'organe central consacre chaque jour une page (en bonne place, la page 2) aux questions des massmédias. C'est, nous explique-t-on, qu'il faut répondre avec vigueur à la campagne anti-communiste du PS et du pouvoir tous ensemble...

Que les grands moyens d'information soient financièrement aux mains de la bourgeoisie, puisque c'est elle qui les financent, c'est clair. D'ailleurs, notre enquête sur Hersant a contribué à le montrer. Que du même coup, les journalistes et autres travailleurs de ce secteur soient soumis à des pressions politiques, c'est logique : Hersant ne paierait pas des journalistes pour attaquer publiquement le gouvernement que lui-même soutient.

La question est dès lors de savoir qui est responsable de cette situation ? Tel ou tel journaliste ? Non. Mais les quelques grands magnats de la presse capitaliste et l'État à leur service. Telle doit être notre cible.

Aussi, messieurs Marchais et Leroy, arrêtez de vous donner des grands airs de pur et dur en dénonçant nominalement tel ou tel journaliste... et montrez-vous plus durs dans les faits quand il s'agit de combattre le gouvernement. Il est facile de se mettre en colère et de devenir tout rouge à la radio et à la télé...pour ensuite parler de voie pacifique et de réformes de structure quand il s'agit de la lutte sur le terrain, contre l'État capitaliste.

Sans parler du fait que les grands cris que vous poussez ne peuvent tenir lieu de réponse. Si tel est le cas, prouvez-nous que les deux documents cités par *Libération* sur la CGT du livre et *l'Humanité* sont fausses. Mais cela vous ne le faites pas... et pour cause.

Philippe LECLERC.

Dégradation des logements
Hausse des loyers HLM

La libération des prix touche aussi les HLM. Une augmentation de 10 % des loyers HLM a eu lieu au 1er juillet 1978. Pour la direction des HLM, elle est insuffisante et une augmentation de 20 % est d'ores et déjà prévue. Elle aurait lieu en deux fois. Comme beaucoup de propriétaires, la direction des HLM invoque le fait que le blocage des loyers leur fait perdre de l'argent. Elle dit vouloir le récupérer par de fortes hausses de loyer. Un autre argument de la direction des HLM pour justifier la hausse est le non-paiement des loyers par des locataires qui ont des difficultés à payer un loyer trop élevé.

Ces augmentations de loyer dans les HLM vont rendre très difficiles le paiement des loyers par un nombre croissant de familles. Ceci d'autant plus que la construction des logements HLM va diminuer en 1979. Les crédits sont diminués de 27 % en 1979 par rapport à 1978.

Parallèlement, la dégradation de ces logements ira en s'accroissant : le montant de l'aide à l'amélioration des logements diminuera l'an prochain de 5 %. Ensuite, les HLM vont être de moins en moins construits sur des zones bien localisées et au contraire implantées dans les zones dont les promoteurs ne veulent pas.

Le pouvoir, comme pour la SNCF, les PTT, veut que les HLM soient rentables donc fassent du profit. Là aussi, sur le dos des travailleurs.

Inculpations d'avocats

Maître Pierre Le Noel de Bobigny et maître Martine Malinbaum de Paris ont été inculpés par le juge d'instruction Daniault d'entrée illégale d'objets et de documents dans un établissement pénitenciaire.

Maître Pierre Le Noël a fait parvenir à Taleb Hadjadj, incarcéré à la Santé dans le quartier de haute sécurité, des coupures de presse le concernant, ainsi que le texte du régime en vigueur dans les quartiers de haute sécurité.

Ces inculpations sont une des manifestations de la volonté du pouvoir de maintenir les détenus dans le silence. Comme le déclare Maître Pierre Le Noël : « *En ma qualité d'avocat je revendique la possibilité de communiquer à mes clients des coupures de presse les concernant ; il est normal qu'un détenu puisse avoir connaissance de l'opinion publique* ».

Pour riposter à ces inculpations une conférence de presse aura lieu le 26 octobre à 11 heures au 46, rue de Vaugirard avec la participation du Syndicat de la Magistrature, du syndicat des avocats de France, du mouvement d'action judiciaire, du SNEPAP, du SNPES (syndicat du personnel d'administration pénitenciaire) de l'AGMP et du Comité d'action des prisonniers.

LIBERTA

PER TUTTI I PATRIOTTI

Non lieu pour José Stromboni et ses camarades

Dans la nuit du 14 septembre 1977, José Stromboni, Jean Nicolaï, Louis Sarocchi et Louis Acquaviva étaient arrêtés, à la suite de coups de feu tirés contre la villa du procureur général à l'entrée de Piétranera. La propagande officielle, à la botte du pouvoir, parlait d'« attentat ». Or, l'hypothèse que le tir pouvait être le fait des policiers de garde de la villa n'a jamais été démentie ! José Stromboni, qui servait pour la troisième fois de tête de turc à la police, en a été quitte pour 37 jours de prison et Nicolaï aussi... Aussitôt des comités exigeant leur libération ont été mis en place et des manifestations ont eu lieu, qu'a soutenu le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF). Les deux autres ont été libérés après la garde à vue et placés sous contrôle judiciaire en Corse. Tous les quatre étaient accusés d'« *atteinte à l'intégrité du territoire national et d'utilisation sans autorisation d'une station radio électrique privée* ». Deux d'entre eux étaient également inculpé pour « *détention de port d'armes et de munitions* » ! Ils étaient aussi accusés d'être des responsables du FLNC !

Aujourd'hui l'arbitraire éclate aux yeux de tous : quatre non-lieux ont été prononcés jeudi dernier par la Cour de sûreté de l'État. La police est ainsi désavouée.

ILS SONT ENCORE VINGT-TROIS

Si cette victoire est encourageante il faut s'en saisir pour mobiliser encore plus largement tous les amis du peuple corse. Il reste en effet encore beaucoup à faire. Tous les emprisonnés corses ont demandé à être dans la même prison. Pour l'instant Jean Nicolaï est tout seul à Fresnes, Jean-Paul Roesch et Jean-Jacques Mondoli sont à la Santé ; tous les autres sont à Fleury-Mérogis. L'isolement de ces t .s patriotes corses constitue en fait une atteinte aux droits de la défense. De plus, le statut politique (qu'ils ont) implique pour les inculpés la possibilité de coordonner leur défense en discutant directement entre eux. Par rapport à ce droit fondamental aucun argument administratifs n'est valable. C'est déjà là un premier droit à faire respecter.

Popularisons les mots d'ordre du collectif (*) : « *Libération des emprisonnés, dissolution de la cour de sûreté de l'État, préparons une grande manifestation populaire pour la première quinzaine de novembre !* ».

C.L.

Adresse du comité de soutien aux Corses emprisonnés (comité de Paris) : 14, rue de Nanteuil CICP 75015 Paris.

(*) Le collectif est composé maintenant de plus de trente organisations. Il a décidé la tenue de meetings à Bastia et Aiacciu (Ajaccio), les 3 et 7 novembre, première étape de mobilisation de toute l'Ile.

***Patricia Poli, une des deux chanteuses du duo « E Durie Patrizia » est interpellée le 18 septembre alors qu'elle revenait du continent. Sur la photo à la soirée culturelle de soutien aux emprisonnés politiques corses à Aiacciu, le 13 août 1978.* (Photo HR)**

Menace de fermeture de la fonderie du Pas (Côtes-du-Nord)

Non à l'exode

La fonderie du Pas se trouve à 25 kilomètres au sud de St-Brieuc. Elle fait partie d'un groupe de trois usines : une à Guingamp qui a fermé (80 ouvriers au chômage), une autre à Servon près de Rennes. Elle est là dans ce petit village de 100 habitants depuis 150 ans (autrefois c'était une mine de fer). Chaque famille y a laissé de sa sueur. On y travaille de père en fils et souvent plusieurs de chaque foyer. Certains ont 30 ans de boite.

L'étang et la Chapelle du village appartiennent aux patrons et surtout onze familles ouvrières sont logées dans des petites maisons basses sans confort faisant partie de l'usine.

Aujourd'hui, tout est en vente. Que vont devenir les 70 ouvriers et les onze familles logées par les patrons ?

L'usine ressemble aux livres de Zola, disent certains, tellement elle est sale, vieille et délaissée. L'eau tombe jusque dans les bureaux après avoir traversé deux planchers !

Depuis l'avant guerre, il y avait une section CGT combattive, mais elle était passée « sous la coupe » des patrons ces dernières années : on voyait des délégués offrir des cigarettes aux patrons lors des réunions. Ils faut dire que patrons et ouvriers se connaissent depuis longtemps, se retrouvant parfois ensemble, au comité des fêtes par exemple et les patrons savent jouer le paternalisme.

Une section CFDT très active

Il y a cinq ans fut créée une section CFDT par des ouvriers ne voulant plus de cette situation. Il n'y a plus maintenant que cette section : aux dernières élections tous les ouvriers ont votés pour elle (sauf un nul). La section est très active. Les délégués et d'autres ouvriers ont participé à des coordinations, au soutien à d'autres luttes, à des déplacements au siège social (à Rennes) ou chez le syndic (à Fougères). Les assemblées générales sont suivies par tous.

A Servon

A l'usine de Servon, il n'y a que la CGT. Il y a des querelles syndicales, depuis que Le Pas est passé à la CFDT. Il faut les surmonter pour imposer un rapport de force plus grand. Car à Servon, c'est la même chose : seule usine de la commune, familles logées dans une cité de l'usine (il faut voir comment !)

Le PDG du groupe, Tosser, est aussi président du syndicat des patrons de Bretagne : il doit avoir beaucoup d'appuis de messieurs du gouvernement, des banques et aussi des syndics. On l'a surpris deux fois à tutoyer le syndic en réunion !

Les patrons savent s'unir pour exploiter les ouvriers.

Celui de Thiriet-Catin (cette usine de Loire-Atlantique occupée par les ouvriers) était « embauché » l'an dernier dans une usine de Rennes associé au groupe de Tosser : ça lui permettait d'arrondir ses fins de mois !

Depuis cette usine de Rennes est aussi en liquidation judiciaire. Cela montre bien que face à ces « truands de patronat » les ouvriers doivent être unis.

Non à l'exode

La fermeture du Pas, c'est accentuer l'exode dû déjà à l'élimination des petits paysans, au départ de dizaines de jeunes vers Paris, vers les villes.

La population est très sensible à tout cela, d'autant que l'on refuse depuis plusieurs années la construction d'un CES neuf à Ploeuc, chef lieu du canton. Il y a eu une grève suivie à 100 % à la rentrée pour cela.

Les patrons ont assayé de jouer là-dessus et ils ont osé proposer aux ouvriers de verser les indemnités de licenciements pour faire repartir l'usine ! Les ouvriers ont refusé.

Si rien ne se règle, les ouvriers, unis derrière leurs délégués, déclencheront l'action. Ils peuvent compter sur la solidarité des travailleurs de la région.

Ils peuvent aussi compter sur le soutien de nos militants locaux.

Correspondant HR St-Brieuc

Brétigny-sur-Orge (Essonne) Dépôt Tréfimétaux

Les patrons de PUK décident Les patrons de Tréfimétaux éxécutent Les travailleurs trinquent

Au Comité central d'entreprise extraordinaire du 20 octobre, la direction générale décide :

— La disparition de 562 postes auxquels il faut rajouter les 200 personnes qui passent dans une autre boite de Péchiney-Ugine-Kühlman : cuivre et alliage (Le Havre).
— 47 licenciements.
— 515 préretraites.
— 72 mutations (mais où ? Personne ne le sait !).
— Réduction d'horaires dans quatre usines jusqu'à la fin de l'année.
— La liquidation de deux activités — le bronze et les fonderies de Dives-sur-Mer.
— L'activité de deux établissements — Comeron et le dépôt de Saint-Denis — dépend de la « conjoncture » (...)

Voici le plan « social » que le sieur Collet, au nom de la direction générale de Tréfimétaux et de Péchiney-Ugine-Kühlmann annonçait pendant cette séance.

Avant de partir, il a remercié les élus présents à cette réunion pour « *le bon esprit dans laquelle elle s'était déroulée* » (...). Et ce cher patron, partait au mariage de son fils la conscience tranquille du devoir accompli.

Les marxistes-léninistes du dépôt de Brétigny-sur-Orge.

A la télévision cette semaine

SAMEDI 28 OCTOBRE – A2 à 13 h 35 –

Des animaux et des hommes : les rapaces

Avec un film sur le pygargue ou aigle à tête blanche qui vivait, il n'y a pas si longtemps sur tout le territoire des Etats-Unis et qui survit maintenant en Alaska (où a été tourné ce film).

Suit une séquence sur les rapaces en France et sur les différentes espèces protégées.

SAMEDI 28 OCTOBRE – A2 à 20 h 35 –

Le temps d'une République : le chien de Munich

Cette série sur la Troisième République porte cette semaine sur Munich, cette conférence où Chamberlain et Daladier ont reculé honteusement devant Hitler, renié leurs paroles et sacrifié la Tchécoslovaquie.

Il ne s'agit pas, dans le cas présent, d'une reconstitution ni de documents, mais de la répercussion de cet événement dans un petit village de Dordogne.

SAMEDI 28 OCTOBRE – A2 à 18 h –

Course autour du monde

Cette émission présente les reportages filmés par des cinéastes amateurs patronnés par de grands journaux. C'est souvent l'occasion de voir des films originaux et intéressants. Ainsi, récemment, on a pu voir le seul document sur la grève de la faim en Bolivie tourné clandestinement par un de ces jeunes cinéastes amateurs.

MARDI 31 OCTOBRE – TF1 à 21 h 35 –

L'astronomie en Chine

Cette émission, très intéressante, est consacrée entièrement à un reportage sur l'astronomie en Chine. Voici quatre mille ans que les Chinois s'intéressent à l'astronomie, aux étoiles, aux planètes. Ils furent les premiers à représenter le ciel avec exactitude, à construire des horloges à eau et à remarquer l'incidence des phénomènes astrologiques sur l'agriculture. De très vieux documents relatent l'explosion d'une étoile qui a donné naissance à la nébuleuse du Crabe. L'équipe de reportage française à Pékin, Nankin, Shanghaï et Kun-Ming a rencontré les plus grands astronomes de Chine.

MARDI 31 OCTOBRE – A2 à 20 h 35 –

Les dossiers de l'écran : La chasse au diplôme

C'est un film situé dans une université américaine qui sert de prétexte au débat. Il s'agit d'un jeune étudiant, Hart, qui se heurte aux nouvelles méthodes d'enseignement de l'université de droit d'Harvard. C'est un document sur le milieu étudiant et la vie à l'université.

Au moment de la rentrée universitaire, le débat porte sur le problème des facultés au moment où des centaines de milliers d'étudiants travaillent pour obtenir des diplômes sans aucune valeur sur le marché de l'emploi.

MERCREDI 1er NOVEMBRE – TF1 à 20 h 30 –

« L'avare »

Une remarquable mise en scène de « L'avare » de Molière avec Henri Virlogeux dans le rôle d'Harpagon et Paul Préboist dans celui du valet. Cette pièce a été présentée en 1668 par Molière qui jouait le rôle de l'avare, un an avant Tartuffe. Dans cette pièce, Molière, au XVIIe siècle, montre avec force le caractère mesquin et calculateur d'Harpagon et des bourgeois, uniquement déterminés par leur volonté d'amasser du capital. Cette pièce est très riche en rebondissements et en scènes comiques.

Les championnats du monde de gymnastique ne seront pas retransmis. En effet, la société de retransmission des émissions, TDF, s'est mise en grève pour protester contre le fait que les chaines de télévision avaient chargé une firme américaine de retransmettre ces épreuves sportives. Tous les travailleurs de TDF sont donc en grève pour protester contre cette manœuvre, et en solidarité avec la SFR.

BLOC-NOTES

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : 15 F francs

Cette forme d'abonnement s'adresse aux nouveaux abonnements et non aux réabonnements

Librairie les Herbes sauvages

70, rue de Belleville, Paris 20e

Les horaires d'ouverture de la librairie changent. A partir du 2 novembre, la librairie sera ouverte le lundi, mardi et jeudi de 13 h à 19 h. Le mercredi, vendredi et samedi, elle sera ouverte de 10 h à 19 h.

Nous rappelons que le premier tome du nouveau livre d'E-100 « *Histoire du Mouvement communiste international : 1848-1917* » est disponible.

Vient de paraitre également le No 4 du *Peuple français* avec un dossier consacré aux paysans.

La bande dessinée *Fils de Chine* peut être trouvée à la librairie ainsi que le livre sur la libération de Phnom Penh, *Phnom Penh libérée*.

Marseille

LE CENTRE INTERNATIONAL DE L'UNESCO ET L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES vous invitent aux diverses manifestations qui marqueront LA SEMAINE DE L'AMITIÉ INTERNATIONALE du 23 au 27 octobre 1978

VENDREDI 27 OCTOBRE :
- Journée de l'Association des amitiés franco-chinoises ;
- 15 h : « *Ce que j'ai vu dans les campagnes chinoises* », film super 8 ;
- 17 h à 20 h : « *Pourquoi et comment nous sommes allés en Chine* ». Rencontre avec des personnes de milieux et professions très divers ayant visité la Chine.

* Sauf mention spéciale, toutes ces manifestations ont lieu au centre international de l'UNESCO.

Jacques Jurquet parlera du Kampuchea à Sud-Radio le mercredi 1er novembre à 13 heures

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Un appel du Front populaire de libération de l'Erythrée

Soviétiques, Cubains, halte à l'agression !

NOUS publions ici un appel aux forces progressistes, communiqué par le Front populaire de libération de l'Érythrée. Depuis 18 ans, le peuple érythréen mène la lutte armée pour son indépendance.

Comme la Somalie et la Lybie, l'Érythrée est une ancienne colonie italienne. Elle est cependant le seul pays qui, aujourd'hui, n'est pas reconnu comme un État souverain. En 1950, et contre l'avis d'une commission internationale d'enquête, l'ONU, alors largement dominée par les États-Unis, donne à l'empereur d'Éthiopie, Haïlé Sélassié, un mandat de tutelle sur l'Érythrée. Dix ans plus tard, l'empereur annexera purement et simplement le pays comme la 12e province éthiopienne.

Aujourd'hui, le peuple se bat, sous la direction de deux fronts de libération nationale : le FLE et le FPLE.

En Éthiopie, Mengistu a remplacé Haïlé Sélassié, les Soviétiques ont remplacé les Américains. Mais la même politique est menée vers l'Érythrée. La guerre a même été intensifiée par le nouveau régime. En juillet dernier, disposant de matériel sophistiqué soviétique, appuyé par des troupes cubaines, soviétiques et est-allemandes, Mengistu déclenchait une offensive sans précédent contre l'Érythrée. 90 % du territoire était alors libéré par les fronts. Dans un premier temps, ceux-ci ont été contraints de se replier et d'abandonner quelques villes. Le communiqué du FPLE date du 1er septembre. Depuis, les forces érythréennes ont non seulement stoppé l'offensive cubano-soviéto-éthiopienne, mais elles sont repassées à l'offensive. Une des villes abandonnées a déjà été reprise. Il n'en reste pas moins indispensable de soutenir et de populariser cette lutte d'un peuple en but à l'agression directe des troupes du social-impérialisme dans sa lutte pour l'indépendance.

Le communiqué du Comité central du FPLE traduit, d'ailleurs, une étape importante dans un processus de prise de conscience de la nature du social-impérialisme, celle de son rôle dans la situation concrète des luttes qui se mènent et celle de savoir dans quel camp se situe Moscou par rapport à sa lutte fondamentalement juste. Nous ne doutons pas que le social-impérialisme, par ses actes mêmes, finira par se démasquer entièrement aux yeux des révolutionnaires érythréens.

Serge FOREST

ህዝባዊ ግንባር ሓርነት ኤርትራ
ማእከላይ ኮሚቴ

الجبهة الشعبية لتحرير ارتريا
اللجنة المركزية

FRONT POPULAIRE DE LIBERATION DE L'ERYTHREE
Comité Central

APPEL AUX FORCES PROGRESSISTES

Nous avons à maintes reprises publié et distribué, bien que peut être limités par des contraintes évidentes, des communiqués et des memorandums expliquant aux forces progressistes du monde la nature et la juste cause de notre révolution, sa ligne politique et la situation actuelle aussi bien que la seule manière correcte de résoudre la question. Ainsi, nous croyons qu'il n'est pas nécessaire ici de nous répéter pour clarifier le problème du peuple érythréen ou la nature de son combat.

Notre appel, aujourd'hui, se rapporte à la situation militaire actuelle. Poursuivant le rêve expansionniste de l'empire et fort d'un arsenal d'armements modernes, le DERG dont la folie a atteint son paroxysme a manifesté maintenant plus clairement qu'avant ses intentions d'écraser la juste et progressiste lutte de libération du peuple érythréen par la force des armes. Avec une armée estimée à 80 000 ou 90 000 hommes soutenus par un arsenal sophistiqué d'avions de combat, des chars et d'artillerie, il est en train de perpétrer des crimes barbares dont l'atrocité dépasse l'imagination contre notre peuple dans le but d'écraser notre lutte juste et progressiste et de «la faire disparaître de la surface du globe». Des centaines de tonnes de bombes sont larguées chaque jour sans distinction surtout sur les zones à forte concentration civile. Le DERG a consacré 1/3 de son budget annuel pour cette offensive et s'efforce encore d'augmenter cette part. En résumé, deux mois se sont déjà écoulés depuis que le DERG, déployant toutes ses forces en hommes (enrolant de force des Ethiopiens misérables qui n'ont aucun intérêt à la poursuite de la guerre) son potentiel économique (alors que la famine sévit) et militaires, a lancé son offensive stratégique pour anéantir délibérément la révolution érythréenne. Bien qu'elle se soit, pour des raisons tactiques, retirée de quelques villes, de certaines positions militaires depuis le début de l'offensive, notre armée populaire de Libération a remporté des grandes victoires au cours de nombreuses batailles. Malgré ses succès à court terme, les troupes Ethiopiennes sont loin d'atteindre leur objectif. Puisque la guerre de libération nationale du peuple érythréen est une guerre prolongée d'un peuple opprimé, ce n'est pas une offensive de ce genre qui pourra l'anéantir. Armé jusqu'aux dents, de matériel sophistiqué, le DERG, dans sa folle obsession, cherche à en finir immédiatement avec la révolution érythréenne. C'est un rêve insensé car on doit se rappeler l'expérience de l'impérialisme américain dans le Sud-Est Asiatique et au Vietnam en particulier.

Notre appel aujourd'hui ne vise pas le DERG ou le colonialisme éthiopien en tant que tel. Car les agissements des militaires éthiopiens au pouvoir n'ont rien de surprenant pour nous. Notre appel vise plutôt à s'opposer à la participation militaire de l'Union Soviétique et de Cuba à l'offensive éthiopienne en cours. Ce n'est un secret pour personne que les bombes et les balles qui pleuvent sur notre peuple aussi bien que les bombardiers, l'artillerie et les fusils qui ont donné un second souffle au colonialisme éthiopien sont fabriqués par des ouvriers d'Union Soviétique. Nous nous sommes abstenus jusqu'ici de mener une campagne pour exposer la vérité non seulement parce qu'elle pouvaient être exploitée par l'impérialisme, mais aussi parce que nous croyions qu'il valait mieux déployer tous nos efforts pour amener ces pays socialistes à réviser leur position erronée. D'autre part, ce n'est ni parce que l'agression du DERG menée avec des armes soviétiques serait juste, ni parce que nous aurions été effrayés par ces nouvelles armes. L'Union Soviétique a, tout en fournissant des armes, mené une campagne de calomnie contre la révolution érythréenne. Cependant, nous en tenant à notre position qui était de combattre pour tenter de faire changer cette politique erronée, nous avons gardé le silence. Même au moment où Radio-Moscou et certains organes officiels soviétiques calomniaient notre révolution, allant jusqu'à dire «la révolution érythréenne est un instrument de l'impérialisme». Nous avons, bien avant le début de l'offensive éthiopienne en Erythrée mené la campagne qui était nécessaire au sujet de la position de l'Union Soviétique et de Cuba auprès des forces et des peuples progressistes dans le monde. La position de nombreuses forces progressistes fut positive. Avant le déclenchement de l'offensive, l'Union Soviétique et Cuba avaient, à travers de nombreuses déclarations, assuré qu'ils étaient pour une solution pacifique du problème érythréen et qu'ils ne participeraient pas directement aux opérations. Bien que nous sachions que les armes, les entraînements et l'afflux de conseillers constituaient une participation en soi, nous avions pris en considération ces déclarations de bonne intention, espérant qu'elles se traduiraient en actes. Cependant, toutes les assurances que l'URSS et Cuba avaient données se sont avérées être un rideau de fumée. En effet, leur participation directe dans l'organisation et la conduite des opérations militaires est prouvée dès le déclenchement de l'offensive. Elle va en augmentant d'autant plus que le DERG n'est pas en mesure de mener seul sa guerre d'agression. Nous avons des preuves flagrantes pour le démontrer. Notre juste lutte face à toute agression ne fléchira jamais.

Ce que nous aimerions éclaircir ici c'est la raison de cette participation directe. Est-ce pour écraser la révolution érythréenne parce qu'elle serait réactionnaire ? Malgré toutes les campagnes mensongères et les milliers de tonnes de bombes lancées contre notre révolution, sa nature progressiste ne changera jamais. Même si, en supposant qu'on ait anéanti la révolution érythréenne sous les bombes, c'est pour justifier plus tard une position historique erronée sous prétexte que «c'était réactionnaire», c'est impossible, cela ne peut être. Si c'est dans le but de faire pression sur la révolution érythréenne, il faut savoir que notre peuple ne renoncera jamais à sa juste lutte de libération nationale par crainte des bombardements.

Quoi qu'il arrive, notre combat continuera et vaincra inévitablement. L'histoire des luttes de libération des peuples du monde prouve cette vérité.

Le FPLE lance un appel à toutes les forces progressistes de par le monde pour qu'elles demandent à l'URSS et à Cuba de réviser leur position vis-à-vis de la Révolution érythréenne et cessent leur participation directe aux combats aux côtés du DERG. Nous ne demandons pas grâce et nous ne cherchons pas la pitié. Nous demandons le soutien des forces progressistes et des peuples du monde entier dans notre combat pour faire cesser cette guerre d'agression et d'extermination contre notre peuple, car la lutte qu'il mène est une lutte de libération nationale authentique !

Victoire aux masses !

Le Comité Central du FPLE

Erythrée 1er septembre 1978